

TABLE DES MATIÈRES (*)

	PAGES
PRÉFACE, par M. Waelbroeck	V
INTRODUCTION	1

TITRE I LE DROIT COMMUNAUTAIRE

Le droit communautaire par Georges Vandersanden

CHAPITRE I. — Le fondement du principe de la responsabilité de l'Etat	5
I. — LA RESPONSABILITÉ EST UNE IDÉE GÉNÉRALE DU DROIT	5
II. — L’AFFIRMATION ET LA CONCRÉTISATION DES DROITS CONFÉRÉS AUX PARTICULIERS ET LE RÔLE DU JUGE NATIONAL	6
1. — <i>Le caractère extensif de la protection des droits des particuliers</i>	7
2. — <i>La nécessaire coopération que le juge national doit apporter à l'accomplissement de la pleine effectivité du droit communautaire</i>	9
3. — <i>Les procédures nationales auxquelles sont soumises les revendications que les particuliers tirent du droit communautaire ne doivent pas aboutir à une discrimination ni rendre pratiquement impossible ou excessivement difficile la réalisation de ces revendications</i>	12
III. — L’ÉMERGENCE DU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ DE L’ETAT	15

(*) L'index et la table des matières ont été composés par Aline DE WALSCHE, déléguée aux publications et assistante de recherches à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université libre de Bruxelles. Elle a également procédé à la relecture des contributions et à leur mise en page.

	PAGES
CHAPITRE II. – Le régime communautaire de la responsabilité de l'Etat en cas de violation du droit communautaire.	19
I. – LA RECONNAISSANCE DU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ETAT COMME PRINCIPE INHÉRENT AU SYSTÈME DU TRAITÉ	19
II. – LA RESPONSABILITÉ DE L'ETAT LÉGISLATEUR	21
CHAPITRE III. – Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité	26
I. – LES FONDEMENTS	26
II. – LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	27
1. – <i>La règle de droit communautaire violée doit avoir pour objet de conférer des droits aux particuliers</i>	30
2. – <i>L'exigence d'une violation suffisamment caractérisée du droit communautaire</i>	34
3. – <i>L'existence d'un lien de causalité direct entre la violation de l'obligation qui incombe à l'Etat et les dommages subis par les personnes lésées</i>	43
§ 1. – <i>Le principe et son étendue</i>	43
§ 2. – <i>L'exercice préalable du recours en annulation</i>	44
CHAPITRE IV. – La réparation du préjudice causé	47
I. – LE PRINCIPE DE L'AUTONOMIE DU DROIT NATIONAL	47
1. – <i>Le principe d'égalité de traitement et d'interdiction de soumettre la réparation à des conditions la rendant pratiquement impossible ou excessivement difficile</i>	47
2. – <i>L'exclusion de l'existence d'une faute comme condition de la réparation du préjudice subi</i>	51
II. – L'ÉTENDUE DE LA RÉPARATION	54
1. – <i>La réparation matérielle</i>	54
2. – <i>La réparation dans le temps.</i>	56
§ 1. – <i>L'absence d'incidence d'un arrêt antérieur constatant le manquement</i>	56
§ 2. – <i>Le caractère rétroactif de la réparation et ses limites</i>	57
CHAPITRE V. – Remarques finales	59

TITRE II

LES DROITS NATIONAUX

Le droit allemand

par Günter Wilms

INTRODUCTION	65
I. — LES RACINES HISTORIQUES DU DROIT ALLEMAND DE LA RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	65
II. — LE SUJET ET LA STRUCTURE DE L'ANALYSE.	67
CHAPITRE I. — Les principes généraux applicables à la responsabilité de la puissance publique	69
I. — LA RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE SELON LES ARTICLES 839 DU CODE CIVIL ET 34 DE LA LOI FONDAMENTALE .	69
1. — <i>Les conditions de la responsabilité de la puissance publique</i> .	69
§ 1. — <i>La notion d'une charge publique confiée</i>	69
§ 2. — <i>L'obligation à l'égard d'un tiers (Drittbezogenheit)</i>	70
§ 3. — <i>La faute</i>	71
§ 4. — <i>La causalité</i>	72
2. — <i>Les causes exonératoires</i>	74
§ 1. — <i>La réciprocité</i>	74
§ 2. — <i>Le délai de prescription</i>	74
§ 3. — <i>Le « privilège des juges » selon l'article 839, paragraphe 2, du code civil</i>	74
3. — <i>Les recours</i>	75
4. — <i>Le calcul du montant alloué comme indemnisation</i>	75
II. — LES AUTRES FONDEMENTS DE LA RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	76
1. — <i>Les modèles prévoyant une compensation en argent</i>	76
§ 1. — <i>La nature de la compensation en argent</i>	76
§ 2. — <i>La responsabilité pour des actions légales sans faute</i>	77
§ 3. — <i>La responsabilité pour des actions illégales non fautives, notamment la responsabilité pour empiètement équivalent à expropriation (enteignungsgleicher Eingriff)</i>	78
2. — <i>La réparation en nature (Folgenbeseitigungsanspruch)</i>	79

	PAGES
CHAPITRE II. – Le cas spécifique de la responsabilité pour des actes et omissions du pouvoir législatif	80
I. – L'INAPPLICABILITÉ DES ARTICLES 839 DU CODE CIVIL ET 34 DE LA LOI FONDAMENTALE	80
II. – L'INAPPLICABILITÉ DES RÈGLES COUTUMIÈRES DE LA RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	81
CHAPITRE III. – La responsabilité encourue du fait de manquements au droit communautaire	82
I. – LA RESPONSABILITÉ POUR MANQUEMENT AU DROIT COMMUNAUTAIRE DIRECTEMENT APPLICABLE	82
1. – <i>Le cas incontesté : la violation par l'administration du droit communautaire directement applicable</i>	82
2. – <i>La violation du droit communautaire directement applicable imputable au législateur</i>	83
§ 1. – <i>La responsabilité du législateur pour la violation du droit communautaire en général</i>	84
§ 2. – <i>L'article 839 du code civil comme fondement de la responsabilité du législateur en cas de manquement au droit communautaire</i>	84
§ 3. – <i>L'arrêt du Bundesgerichtshof du 24 octobre 1996 dans l'affaire Brasserie du Pêcheur.</i>	85
II. – LA RESPONSABILITÉ DU LÉGISLATEUR EN CAS DE NON-TRANSPOSITION D'UNE DIRECTIVE	86
1. – <i>La notion d'une charge publique confiée</i>	87
2. – <i>La violation d'une obligation à l'égard d'un tiers</i>	87
3. – <i>La faute</i>	88
4. – <i>Le dommage et son indemnisation</i>	90
CHAPITRE IV. – Remarques finales	92
ANNEXE. – Abréviations courantes	93
 Le droit anglais par Catherine Smits et Anne Vallery	
INTRODUCTION	95

CHAPITRE I. – Les principes généraux applicables à la responsabilité de la puissance publique	97
I. – INTRODUCTION	97
II. – CHAMP D'APPLICATION	98
III. – CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ	100
1. – <i>L'acte constitutif de la responsabilité (« la faute »)</i>	100
2. – <i>Le dommage</i>	102
3. – <i>Le lien causal</i>	103
4. – <i>Le duty of care</i>	104
IV. – REMEDIES	104
1. – <i>Les Private law remedies</i>	105
§ 1. – <i>Les damages</i>	105
a) <i>Tortious damages</i>	106
1° <i>La negligence</i>	107
2° <i>Le misfeasance in public office</i>	108
3° <i>Le breach of statutory duty</i>	109
4° <i>Les economic torts</i>	110
b) <i>Non tortious damages</i>	111
§ 2. – <i>L'injunction</i>	111
§ 3. – <i>La declaration</i>	113
2. – <i>Public law remedies : application for judicial review</i>	113
3. – <i>Interim relief</i>	116
CHAPITRE II. – La responsabilité encourue du fait de manquements au droit communautaire	118
I. – LA SITUATION JURISPRUDENTIELLE AU ROYAUME-UNI AVANT L'ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE DU 19 NOVEMBRE 1991	118
1. – <i>La position initiale de la jurisprudence</i>	118
2. – <i>L'arrêt Bourgoin</i>	122
3. – <i>Les suites de cet arrêt</i>	128
4. – <i>Synthèse partielle</i>	129
II. – L'INCIDENCE DE L'ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE DU 19 NOVEMBRE 1991 SUR LE DROIT ANGLAIS	131
1. – <i>La doctrine</i>	131
2. – <i>La jurisprudence</i>	132
§ 1. – <i>Les obiter dicta</i>	133
§ 2. – <i>Les questions préjudicielles</i>	135

	PAGES
§ 3. — <i>La démarche active</i>	142
CHAPITRE III. — Remarques finales	147
Le droit belge par Marianne Dony	
CHAPITRE I. — Les principes généraux applicables à la responsabilité de la puissance publique	149
I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES	149
1. — <i>La responsabilité civile</i>	149
2. — <i>Le contentieux de l'indemnité</i>	150
II. — LA RESPONSABILITÉ CIVILE	150
1. — <i>Bref aperçu des règles générales relatives à la responsabilité civile</i>	150
2. — <i>La responsabilité pour faute de l'administration</i>	152
§ 1. — <i>La violation d'obligations légales</i>	152
§ 2. — <i>La violation de l'obligation générale de prudence</i>	153
§ 3. — <i>Unité ou dualité des notions d'illégalité et de faute</i>	154
3. — <i>La responsabilité pour faute du pouvoir judiciaire</i>	156
§ 1. — <i>La recevabilité d'une action en responsabilité</i>	156
§ 2. — <i>La notion de faute appliquée au pouvoir judiciaire</i>	158
4. — <i>La responsabilité pour faute du pouvoir législatif</i>	158
§ 1. — <i>L'enseignement traditionnel</i>	158
§ 2. — <i>Vers une responsabilité pour violation des normes supérieures de droit interne ?</i>	159
III. — LE CONTENTIEUX DE L'INDEMNITÉ	161
1. — <i>Absence d'autre juridiction compétente</i>	161
2. — <i>L'imputation du dommage à une autorité administrative</i>	162
3. — <i>L'existence d'un préjudice exceptionnel</i>	163
CHAPITRE II. — La responsabilité encourue du fait de manquements au droit communautaire	164
I. — LES MANQUEMENTS IMPUTABLES À L'ADMINISTRATION	164
1. — <i>La doctrine</i>	164
2. — <i>La jurisprudence</i>	165
II. — LES MANQUEMENTS IMPUTABLES AU POUVOIR JUDICIAIRE	167

	PAGES
III. – LES MANQUEMENTS IMPUTABLES À LA LOI	169
1. – <i>La doctrine</i>	169
2. – <i>La jurisprudence</i>	170
§ 1. – <i>Violation de la convention européenne des droits de l'homme</i>	170
§ 2. – <i>Violation du droit communautaire</i>	171
a) <i>L'affaire des pensions des fonctionnaires communautaires de nationalité belge</i>	171
b) <i>L'affaire des « minervals »</i>	173
c) <i>L'arrêt de la Cour du travail de Liège du 6 avril 1995 en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes</i> .	177
CHAPITRE III. – Remarques finales	178
I. – L'AUTORITÉ DES ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE	178
II. – LA RESPONSABILITÉ ET L'EFFET DIRECT	179
III. – LA GRAVITÉ DE LA FAUTE REQUISE EN CAS DE VIOLATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE	179
IV. – LE DÉBITEUR DE LA RÉPARATION	180

Le droit espagnol

par Emmanuelle Bribosia

avec la collaboration de Maria Carmen Aragonés

CHAPITRE I. – Le droit commun de la responsabilité des pouvoirs publics en droit espagnol	183
I. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE À L'ADMINISTRATION	183
1. – <i>Les principes généraux</i>	183
2. – <i>Le caractère « antijuridique » du dommage</i>	184
3. – <i>Le dommage effectif et évaluable économiquement</i>	185
4. – <i>La spécialité du dommage</i>	186
5. – <i>L'intégralité de la réparation</i>	187
6. – <i>La procédure</i>	188
§ 1. – <i>La procédure initiée d'office</i>	188
§ 2. – <i>La procédure initiée sur base d'une réclamation administrative</i>	188
II. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE AU POUVOIR JUDICIAIRE	190
1. – <i>L'erreur judiciaire</i>	190

	PAGES
2. – <i>Le fonctionnement anormal de l'administration de la justice</i>	191
3. – <i>La procédure</i>	192
III. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE AU LÉGISLATEUR.	193
1. – <i>Un aperçu de la jurisprudence</i>	194
§ 1. – <i>Dans un premier temps, la Cour Suprême s'est montrée plutôt favorable à la possibilité d'une action en responsabilité du fait du législateur</i>	194
a) <i>Les arrêts de la Cour Suprême du 15 juillet et du 25 septembre 1987</i>	194
b) <i>L'arrêt de la Cour Suprême du 11 octobre 1991</i>	196
c) <i>Conclusions quant à la possibilité d'engager la responsabilité du législateur</i>	197
§ 2. – <i>Par un arrêt du 30 novembre 1992, la Cour Suprême s'est montrée beaucoup plus restrictive</i>	198
a) <i>Les motifs du rejet de la demande</i>	198
b) <i>Conclusions à tirer quant à la possibilité d'engager la responsabilité du législateur</i>	200
§ 3. – <i>Toutefois, un arrêt de la Cour Suprême du 5 mars 1993 semble opérer un nouveau revirement</i>	201
a) <i>La problématique</i>	201
b) <i>Le raisonnement de la Cour</i>	201
c) <i>Conclusions</i>	203
2. – <i>Les modifications résultant de l'adoption de la loi 30/1992 (Ley de regimen juridico de las administraciones publicas...)</i>	205
§ 1. – <i>Qu'en est-il de l'obligation d'indemnisation, en cas de silence de la loi qui produit le dommage ?</i>	205
§ 2. – <i>En vertu de quoi le législateur serait-il autorisé à auto-limiter sa responsabilité alors qu'existe le principe général de responsabilité des pouvoirs publics, affirmé à l'article 9.3 de la constitution ?</i>	206
§ 3. – <i>Qu'en est-il en cas d'inaction du législateur ?</i>	207
CHAPITRE II. – La responsabilité des pouvoirs publics en cas de violation du droit communautaire	209
I. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE À L'ADMINISTRATION	209
1. – <i>Le fondement de la responsabilité</i>	209
2. – <i>Les caractéristiques que doit revêtir le dommage.</i>	209
3. – <i>L'intégralité de la réparation</i>	211

	PAGES
4. – <i>La procédure</i>	212
§ 1. – <i>Rappel des principes communautaires</i>	212
§ 2. – <i>Confrontation de la procédure de droit espagnol aux exigences communautaires</i>	213
§ 3. – <i>Le délai d'introduction de la réclamation</i>	214
§ 4. – <i>L'organe devant lequel doit s'exercer la réclamation</i>	214
II. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE AU POUVOIR JUDICIAIRE	215
III. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE AU LÉGISLATEUR.	217
1. – <i>Un rappel des principes du droit communautaire</i>	217
2. – <i>Les problèmes liés au système espagnol de responsabilité du législateur</i>	219
3. – <i>L'organe devant lequel doit s'exercer la réclamation</i>	220
§ 1. – <i>Le manquement résultant d'un acte du législateur</i>	220
§ 2. – <i>Le manquement résultant de l'inaction du législateur</i>	221
4. – <i>Un exemple concret d'application : l'affaire Wagner Miret</i>	222
§ 1. – <i>Le cadre juridique</i>	222
§ 2. – <i>La décision du Tribunal supérieur de justice de Catalogne du 16 février 1994</i>	223
a) <i>Les questions préjudicielles et les réponses de la Cour de justice</i>	223
b) <i>La décision du Tribunal supérieur de justice dans le cas d'espèce</i>	224
c) <i>L'opinion dissidente (voto particular) du juge Marzal Martínez</i>	224
d) <i>Commentaires</i>	225
§ 3. – <i>La réclamation d'indemnisation introduite auprès du ministère de l'emploi et de la sécurité sociale</i>	225
a) <i>La compétence du ministre de l'emploi et de la sécurité sociale</i>	226
b) <i>Les conditions de la responsabilité patrimoniale de l'administration</i>	227
c) <i>L'application au cas d'espèce</i>	227
d) <i>Commentaires</i>	229
CHAPITRE III. – Remarques finales	232

Le droit français
par Marianne Dony

CHAPITRE I. – Le droit commun de la responsabilité des pouvoirs publics en droit français	235
I. – PRINCIPES GÉNÉRAUX	235
1. – <i>Le dommage</i>	236
2. – <i>Le lien de causalité</i>	237
3. – <i>La réparation du dommage</i>	238
II. – LA RESPONSABILITÉ POUR FAUTE	238
1. – <i>La faute dans la fonction administrative</i>	238
§ 1. – <i>La notion de faute administrative</i>	239
§ 2. – <i>L'établissement de la faute</i>	239
§ 3. – <i>La faute et l'illégalité</i>	240
§ 4. – <i>La faute et la carence administrative</i>	241
§ 5. – <i>Le degré que doit revêtir la faute en matière administrative</i>	242
a) <i>La police administrative</i>	244
b) <i>Les services fiscaux</i>	244
c) <i>L'activité de contrôle</i>	245
2. – <i>La faute dans la fonction juridictionnelle</i>	245
§ 1. – <i>La responsabilité du fait de la justice judiciaire</i>	246
§ 2. – <i>La responsabilité du fait de la justice administrative</i>	247
III. – LA RESPONSABILITÉ SANS FAUTE	247
1. – <i>Le principe de la responsabilité sans faute</i>	247
2. – <i>Les dommages résultant de décisions administratives régulières</i>	249
§ 1. – <i>Charges imposées par une décision individuelle</i>	250
§ 2. – <i>Charges résultant d'un règlement</i>	251
3. – <i>La responsabilité du fait des lois</i>	251
4. – <i>Le champ d'application de la responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques</i>	252
CHAPITRE II. – La responsabilité des pouvoirs publics en cas de violation du droit communautaire	254
I. – LE MANQUEMENT EST IMPUTABLE À L'ADMINISTRATION	254
1. – <i>La doctrine</i>	254

	PAGES
2. – <i>La jurisprudence</i>	255
§ 1. – <i>Décisions qui ont conclu à l'absence de violation du droit communautaire</i>	255
§ 2. – <i>L'arrêt Alivar</i>	257
§ 3. – <i>Décisions qui ont retenu l'illégalité du comportement de l'administration violant le droit communautaire</i>	259
a) <i>Les différentes décisions liées à la guerre vini-viticole franco-italienne</i>	259
b) <i>Le jugement du tribunal administratif de Pau du 12 novembre 1985</i>	263
c) <i>L'arrêt du Conseil d'Etat du 28 février 1992 dans l'affaire des tabacs</i>	264
d) <i>L'arrêt du Conseil d'Etat du 20 juin 1988 dans l'affaire Aubin</i>	265
II. – MANQUEMENTS IMPUTABLES AU POUVOIR JUDICIAIRE	267
III. – MANQUEMENTS IMPUTABLES AU LÉGISLATEUR	269
1. – <i>La doctrine</i>	269
§ 1. – <i>Le constat de la carence du droit positif</i>	269
§ 2. – <i>Le fondement possible d'une responsabilité du législateur pour manquements au droit communautaire</i>	271
2. – <i>La jurisprudence</i>	275
§ 1. – <i>L'affaire Jacques Vabre</i>	275
§ 2. – <i>L'affaire des tabacs</i>	276
§ 3. – <i>L'affaire Dangeville</i>	279
CHAPITRE III. – Remarques finales	281
I. – L'AUTORITÉ DES ARRÊTS EN MANQUEMENT DE LA COUR DE JUSTICE	281
II. – LA GRAVITÉ DE LA FAUTE REQUISE EN CAS DE VIOLATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE	284
 Le droit italien par Massimo Merola et Matteo Beretta 	
INTRODUCTION	289

	PAGES
CHAPITRE I. – La protection des particuliers à l'encontre des actes de l'administration publique dans le système juridique italien	293
I. – INTRODUCTION	293
II. – LA NATURE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	293
III. – LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU RÉGIME DE RESPONSABILITÉ CIVILE EXTRA CONTRACTUELLE	295
IV. – LA DISTINCTION ENTRE LES DROITS SUBJECTIFS ET LES INTÉRÊTS LÉGITIMES	296
V. – LES CONSÉQUENCES D'UNE TELLE DISTINCTION : L'EXCLUSION DE LA RÉPARATION DU DOMMAGE RÉSULTANT DE LA LÉSION D'UN INTÉRÊT LÉGITIME	298
VI. – LA QUESTION DE L'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ACTION EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS À L'ENCONTRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	301
1. – <i>Les aspects essentiels du système prévu par la loi n° 2248/65</i>	301
2. – <i>La théorie jurisprudentielle de l'« affaiblissement »</i>	303
VII. – L'OBLIGATION DE L'ADMINISTRATION DE PAYER LES INTÉRÊTS SUR LES MONTANTS QU'ELLE DOIT	305
1. – <i>L'importance de cette question</i>	305
2. – <i>La jurisprudence civile relative au paiement des intérêts moratoires</i>	305
3. – <i>Les intérêts conventionnels</i>	308
4. – <i>La reconnaissance des intérêts par le juge administratif dans les cas de compétence exclusive</i>	308
VIII. – LES LIMITES À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS CONDAMNANT L'ADMINISTRATION PUBLIQUE À DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	309
IX. – CONSIDÉRATIONS FINALES	311
CHAPITRE II. – La réparation du dommage résultant de la violation par l'administration publique de droits d'origine communautaire	314
I. – L'OPÉRATION PRÉLIMINAIRE DE QUALIFICATION DE LA SITUATION JURIDIQUE DÉCOULANT DU DROIT COMMUNAUTAIRE	314

II. – LA RÉPARATION DU DOMMAGE DÉCOULANT D’UNE VIOLATION
DU DROIT COMMUNAUTAIRE : ANALYSE DE QUELQUES PRÉCÉ-
DENTS JURISPRUDENTIELS 318

1. – *Introduction* 318

2. – *L’affaire Colussi* 319

III. – L’INCOMPATIBILITÉ DU SYSTÈME AVEC L’EXIGENCE D’UNE
PROTECTION « ADÉQUATE ET EFFICACE » DES DROITS ISSUS DE
LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE 321

1. – *L’origine du conflit avec l’ordre juridique communautaire* 321

2. – *La nécessité d’un encadrement correct du problème* 322

3. – *L’attitude agnostique de la Cour de justice* 325

IV. – LES PRESSIONS COMMUNAUTAIRES POUR UNE RÉFORME DU
SYSTÈME DE RESPONSABILITÉ EXTRA CONTRACTUELLE DE
L’ÉTAT 330

1. – *Introduction* 330

2. – *L’incidence de l’arrêt Francovich sur le système italien de res-
ponsabilité extracontractuelle* 331

3. – *La récente réglementation en matière de recours dans le sec-
teur des marchés publics* 332

V. – LA RÉACTION DE L’ORDRE JURIDIQUE ITALIEN AUX EXIGENCE
COMMUNAUTAIRES 333

1. – *La suite de l’arrêt Francovich* 333

2. – *L’importance de la liquidation du dommage* 340

3. – *L’interprétation restrictive de la réglementation applicable en
matière de recours dans le secteur des marchés publics* 342

CHAPITRE III. – Remarques finales 346

TITRE III

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Rapport de synthèse

par George Vandersanden et Marianne Dony

CHAPITRE I. – Le principe de la responsabilité des Etats
membres 353

I. – L’ENSEIGNEMENT DE LA COUR DE JUSTICE 353

II. – LA SITUATION DANS LES ETATS MEMBRES 354

	PAGES
1. – <i>Manquement imputable à l'administration</i>	354
2. – <i>Manquement imputable au pouvoir judiciaire</i>	354
3. – <i>Manquement imputable au législateur</i>	354
CHAPITRE II. – Les conditions du droit à réparation	356
I. – LA RÈGLE DE DROIT COMMUNAUTAIRE VIOLÉE DOIT AVOIR POUR OBJET DE CONFÉRER DES DROITS AUX PARTICULIERS	356
1. – <i>L'enseignement de la Cour de justice</i>	356
2. – <i>La situation dans les Etats membres</i>	357
§ 1. – <i>Droit allemand</i>	358
§ 2. – <i>Droit anglais</i>	359
§ 3. – <i>Droit belge</i>	359
II. – L'EXISTENCE D'UNE VIOLATION SUFFISAMMENT CARACTÉRI- SÉE DU DROIT COMMUNAUTAIRE	360
1. – <i>L'enseignement de la jurisprudence de la Cour de justice</i>	360
2. – <i>La situation dans les Etats membres</i>	361
§ 1. – <i>Droit allemand</i>	362
a) <i>Le droit commun de la responsabilité de la puissance publique</i>	362
b) <i>Les régimes coutumiers de responsabilité</i>	363
§ 2. – <i>Droit anglais</i>	364
§ 3. – <i>Droit belge</i>	367
a) <i>La responsabilité du fait de l'administration</i>	367
b) <i>La responsabilité du fait du pouvoir judiciaire</i>	368
c) <i>La responsabilité du fait du législateur</i>	368
§ 4. – <i>Droit espagnol</i>	369
a) <i>La responsabilité du fait de l'administration</i>	369
b) <i>La responsabilité du fait du pouvoir judiciaire</i>	371
c) <i>La responsabilité du fait du législateur</i>	371
§ 5. – <i>Droit français</i>	372
a) <i>La responsabilité du fait de l'administration</i>	372
b) <i>La responsabilité du fait du pouvoir judiciaire</i>	373
c) <i>La responsabilité du fait du législateur</i>	374
§ 6. – <i>Droit italien</i>	375
III. – LE LIEN DE CAUSALITÉ.	377

	PAGES
CHAPITRE III. – Le champ de compétence du droit national	378
I. – LE DOMMAGE ET SA RÉPARATION	378
1. – <i>L'enseignement de la Cour de justice</i>	378
2. – <i>La situation dans les Etats membres</i>	378
§ 1. – <i>Droit allemand</i>	378
§ 2. – <i>Droit anglais</i>	379
§ 3. – <i>Droit belge</i>	379
§ 4. – <i>Droit espagnol</i>	380
§ 5. – <i>Droit français</i>	380
§ 6. – <i>Droit italien</i>	381
II. – LES RÈGLES DE PROCÉDURE	383
1. – <i>L'enseignement de la Cour de justice</i>	383
2. – <i>La situation dans les Etats membres</i>	383
§ 1. – <i>Les tribunaux compétents</i>	383
§ 2. – <i>La détermination du débiteur de la réparation</i>	384
a) <i>Droit belge</i>	385
b) <i>Droit espagnol</i>	385
c) <i>Droit italien</i>	386
CHAPITRE IV. – Remarques finales	387
INDEX CHRONOLOGIQUE DE JURISPRUDENCE	389
TABLE DES MATIÈRES	399